

Wasmer-Ramer, Kurt (1984) *L'agriculture à la frontière linguistique*. Basel, Verlag Wepf, 223 p.

André-Louis Sanguin

Volume 29, numéro 78, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021762ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021762ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sanguin, A.-L. (1985). Compte rendu de [Wasmer-Ramer, Kurt (1984) *L'agriculture à la frontière linguistique*. Basel, Verlag Wepf, 223 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 29(78), 458–459. <https://doi.org/10.7202/021762ar>

firmes transnationales, l'État central est vu comme le seul rempart de la souveraineté nationale (cf. les thèses de Laski, p. 54). La mise en place des programmes sociaux accentue le rôle dominant de l'État central qui serait le seul à garantir une qualité égale des services dans toutes les régions du pays. En un mot, la modification du rôle de l'État favorise l'accroissement des fonctions du palier fédéral et son immixtion dans les compétences des provinces, des cantons, des landers. Cela n'empêche nullement ces derniers de croître aussi de façon remarquable. Par exemple, l'État québécois s'est gonflé considérablement depuis plus de vingt ans sans toutefois être en mesure de récupérer les pouvoirs essentiels, empêcher les empiètements fédéraux ou contrecarrer efficacement le gouvernement central.

Les quatre cas étudiés (Allemagne fédérale, Canada, États-Unis et Suisse) confirment l'hypothèse de départ, à savoir l'irréversibilité du processus de décentralisation. Ces systèmes fédéraux évoluent, principalement de par le droit et la constitution, vers une institutionnalisation de la domination du pouvoir central; désormais, ceux-ci ressemblent de plus en plus aux États de type unitaire.

L'ethnicité est-elle le seul contrepois valable face aux pratiques centralisatrices? L'auteur semble le croire puisqu'il avance que de tous les cas étudiés, seul le Québec répond positivement aux critères de l'autonomie véritable énoncés précédemment et permet l'élaboration d'un fédéralisme différent (p. 475). La singularité du cas du Québec tient pour beaucoup à l'ensemble des clivages de tous ordres qui l'oppose au gouvernement central et aux autres provinces. Le clivage ethnique prend une importance capitale. L'État québécois a donc été appelé à jouer le rôle d'État national, évoluant ainsi de la revendication de type régionalisée à celle de type nationaliste.

Cette somme de l'évolution du fédéralisme dans les États occidentaux recoupe à bien des égards les préoccupations de la géographie contemporaine: l'intégration de l'État, la hiérarchisation du pouvoir en fonction des diverses échelles (locale, régionale, nationale) et des clivages sociaux ou ethniques, la dynamique centralisation-décentralisation. Ces problématiques mettent en évidence deux conceptions opposées de l'État: l'État intégré ou l'État fragmenté. Tout cela rejoint le domaine de la géographie politique, américaine en particulier, de l'après-guerre. Nous pensons ici à Gottmann (1952), Hartshorne (1950), Kasperson et Minghi (1969) à Soja (1972) ou encore à l'ouvrage récent de Paddison (1983, *The Fragmented State*). L'approche pluri-disciplinaire d'Orban n'exclut pas, au contraire, la dimension géographique. À n'en pas douter, ceci constituera un outil de travail de base, une référence essentielle, en géographie politique bien qu'il faille regretter, hélas, le caractère incomplet de la bibliographie.

Gilles SÉNÉCAL
Département de géographie
Université de Montréal

WASMER-RAMER, Kurt (1984) *L'agriculture à la frontière linguistique*. Basel, Verlag Wepf, 223 p.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat soutenue à la Faculté des sciences naturelles de l'Université de Bâle (Suisse) en décembre 1983. L'auteur y expose les résultats d'une analyse de l'espace agraire de part et d'autre de la limite linguistique française/allemande dans le nord-ouest de la Confédération helvétique, plus précisément à la frontière entre le canton alémanique de Soleure appuyé du Laufonais bernois et le canton du Jura. Donc, une étude localisée dans une région très compliquée du point de vue politique, ethnologique et intra-fédéral. Considérant cette limite comme une coupure ethno-culturelle dans le paysage humanisé, l'auteur compare, au niveau des communes et des exploitations, l'agriculture pratiquée respectivement dans l'aire romande (francophone) et dans l'aire alémanique (germanophone) et tente de définir les différences et d'en donner les raisons. L'auteur a choisi six «communes-tests» en se référant aux statistiques, à la cartographie ainsi qu'à des visites et arpentages personnels.

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres concernant successivement la méthodologie, la description de l'aire étudiée, l'analyse comparative de l'agriculture des «communes-tests»

depuis 1955 et, enfin, les résultats. Il ressort de cette monographie très conventionnelle que les communes germanophones ont une forte proportion d'agriculteurs exerçant un autre métier, ce qui n'est pas le cas dans les communes francophones. La pérennité des exploitations est moins bien garantie dans la zone alémanique, ce qui ne se constate pas en zone romande où la relève est assurée par la jeune génération. Les contacts avec la population non agricole sont plus fréquents chez les Romands que chez les Alémaniques. Par ailleurs, l'utilisation du sol est peu diversifiée chez les Francophones mais ils pratiquent davantage l'élevage bovin. Les paysans alémaniques travaillent en faire-valoir direct alors que les Jurassiens francophones évoluent plutôt dans le cadre du fermage (60% des agriculteurs).

Bref, nous sommes en face d'une intéressante étude de cas montrant comment des différences ethno-linguistiques et ethno-confessionnelles entraînent une différenciation paysagère et des structures agraires contrastées. Du coup, une telle approche aurait intérêt à être étendue à d'autres régions transfrontalières de l'hémisphère Nord où sont observées de telles différences. Cette étude permet d'avoir une idée plus juste de ce que représente une thèse de doctorat dans le système universitaire suisse-germanophone. Tant dans le contenu que dans la forme, on se rend ainsi compte que l'on est très loin des exigences du nouveau doctorat unique français ou du Ph. D. nord-américain.

André-Louis SANGUIN
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

ORMELING, F.J. (1983) *Minority Toponyms on Maps: The Rendering of Linguistic Minority Toponyms on Topographic Maps of Western Europe*. Utrecht, University of Utrecht, Department of Geography, Utrechtse Geografische Studies 30, 262 p.

Depuis la publication de *Les noms de lieux et le contact des langues*, recueil d'articles colligés et édités par Henri Dorion en 1972, le traitement des noms de lieux dans les zones de contact linguistique n'avait guère fait l'objet que de quelques ouvrages ou articles. Le présent livre de M. Ormeling comble donc cette absence. L'auteur se défend bien par ailleurs de donner à cette thèse la valeur d'une étude linguistique non plus que celle d'une étude sociologique ou géographique des minorités. Il s'agit essentiellement d'une étude cartographique où il cherche à déterminer si les toponymes inscrits sur les cartes sont transposés dans la langue des minorités, dans la langue officielle du pays ou dans les deux.

Les recherches de M. Ormeling ont porté sur la cartographie des pays de l'Europe de l'Ouest et touché entre autres les concentrations minoritaires gaélique, galloise, féroïenne, bretonne, frisonne, basque, catalane, serbe, etc. Il ne s'est donc pas attardé au cas des minorités dispersées comme les gitans, par exemple, qui peuvent dénommer les lieux dans une langue autre que la langue officielle. M. Ormeling va, par ailleurs, au-delà de la simple analyse synchronique des faits. Il est remonté dans le temps et a appuyé sa démarche sur les documents datant de l'époque des premières grandes opérations cartographiques nationales.

Traduction, adaptation, jumelage, remplacement, disparition, réintroduction de la toponymie sont des opérations que M. Ormeling analyse et présente avec force détails. Le texte est aussi accompagné de nombreux tableaux, de figures et de cartes où l'auteur expose admirablement la synthèse de dossiers fort complexes et nous fait découvrir des paysages toponymiques tantôt inquiétants tantôt rassurants. Inquiétants là où les nomenclatures géographiques, comme les populations qui les ont fait naître et croître, sont balayées par des guerres ou des politiques linguistiques tendancieuses. Rassurants, par contre, ces paysages où les noms de lieux, malgré l'interdit qui les a frappés durant des décennies, ont su se maintenir vivants dans la mémoire des peuples et nous être à nouveau livrés sur des cartes plus récentes. Les Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques ont sans doute contribué, pour une large